
Quelles sont les sources du droit des affaires ?

OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires)

Sources du Droit des Affaires en Zone OHADA

Le droit des affaires en zone OHADA vise à harmoniser les règles applicables aux entreprises pour faciliter les échanges commerciaux et assurer la sécurité juridique. Voici les principales sources du droit des affaires dans cet espace.

Actes Uniformes OHADA

1. Acte Uniforme relatif au Droit Commercial Général

- Cet acte uniforme régit les opérations commerciales de base (ex. : tenue des livres de comptes, immatriculation au registre de commerce). exemple qui est commerçant , quelles sont les conditions pour être commerçant
- Objectif : créer un cadre commun pour les activités commerciales dans l'espace OHADA.

2. Acte Uniforme relatif aux Sociétés Commerciales et aux Groupements d'Intérêt Économique

- Définit les règles de création, de gestion, et de dissolution des sociétés et groupements d'intérêt économique (GIE).
- Objectif : simplifier la création d'entreprises et promouvoir l'entrepreneuriat en harmonisant les structures juridiques.

3. Acte Uniforme portant Organisation des Procédures Collectives et d'Apurement du Passif

- Encadre les procédures de redressement, de liquidation judiciaire et de règlement des dettes pour les entreprises en difficulté.
- Objectif : permettre aux entreprises de surmonter les crises financières et protéger les créanciers.

Réglementation Bancaire et Système de Paiement

1. Loi de 2008 en matière de Réglementation Bancaire

- Fixe les règles pour le secteur bancaire, notamment les conditions d'exercice et les obligations des banques dans la zone OHADA.
- Objectif : encadrer l'activité bancaire pour protéger les clients et assurer la stabilité financière.

2. Règlement de 2002 sur le Système de Paiement (UEMOA)

- Réglemente les systèmes de paiement dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ce sont les règles relatives aux chèques (qui est un instrument de paiement et non un instrument de garanti) , à sa transmission ...,falsification de carte bancaire
- Objectif : garantir des transactions sécurisées entre pays membres de l'UEMOA.

Lutte Contre les Infractions Bancaires et Financières

1. Loi Uniforme de 2008 sur la Répression des Infractions en Matière de Chèques et de Cartes Bancaires

- Cette loi fixe des sanctions pour les infractions liées à l'utilisation des chèques et cartes bancaires (ex. : l'acceptation de chèques sans provision en connaissance de cause, fraudes).
- Objectif : renforcer la confiance dans les moyens de paiement et dissuader les fraudes financières.

2. Loi 2024-08 relative a la lutte contre le blanchiment de capitaux

- Cette loi vise à réprimer les actes de blanchiment d'argent, en imposant des obligations de vigilance aux institutions financières, comme la vérification des clients et la déclaration des transactions suspectes.
- Objectif : prévenir et lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, tout en respectant les engagements internationaux du Sénégal.

Chaque source de droit a pour but de créer un cadre juridique sûr et harmonisé pour les affaires dans l'espace OHADA, facilitant ainsi les activités commerciales et financières entre les pays membres.

Voici une version structurée et enrichie pour un rapport sur le commerce international et les actes uniformes OHADA, rédigée pour une présentation claire et concise.

le Commerce International

Le commerce international est l'échange de biens et de services entre des entités ou des individus situés dans des pays différents. Ce domaine repose sur des normes et des règles issues de sources nationales, communautaires et internationales, ainsi que sur des usages commerciaux.

1. Sources du Droit du Commerce International

1.1. Sources nationales

Les droits nationaux constituent la base fondamentale du droit du commerce international. Parmi les textes majeurs figure :

- **La Convention de Vienne sur la Vente Internationale de Marchandises (CISG)** : Adoptée le 11 avril 1980, cette convention harmonise les règles applicables à la vente internationale de marchandises. Elle facilite les échanges entre entreprises en fixant des standards pour les contrats, notamment en matière de formation et d'exécution.
-

1.2. Sources communautaires

L'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) joue un rôle clé dans la régulation des activités économiques dans ses États membres. Les principaux textes applicables incluent :

1. L'Acte Uniforme sur le Droit de l'Arbitrage (2017) :

- Cet acte fixe les règles relatives à la résolution des conflits par arbitrage, favorisant un cadre stable et prévisible pour les échanges internationaux.
- Il garantit la reconnaissance des sentences arbitrales et la mise en œuvre de procédures efficaces dans les États membres.

2. Le Règlement d'Arbitrage de la CCJA (Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, 2017) :

- Ce règlement organise les modalités de l'arbitrage devant la CCJA, une juridiction supranationale compétente pour les litiges commerciaux dans l'espace OHADA.
-

1.3. Sources internationales

Les normes internationales viennent compléter les cadres nationaux et communautaires. Elles incluent :

- **Les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**, qui régissent les échanges globaux.
 - **Les principes de la Lex Mercatoria**, un ensemble de pratiques et d'usages commerciaux transnationaux adoptés par les acteurs du commerce international.
-

2. Rôle des Usages et des Pratiques Professionnelles

2.1. La Lex Mercatoria

La **Lex Mercatoria** représente un corpus non écrit de pratiques commerciales internationalement reconnues. Elle inclut :

- Des principes généraux du commerce.
- Des règles édictées par des organismes internationaux, comme les Incoterms définis par la Chambre de Commerce Internationale.

2.2. Importance des usages

Les usages permettent une flexibilité dans les relations commerciales internationales en offrant des solutions pratiques adaptées à des situations spécifiques. Ces pratiques comblent les lacunes des législations nationales ou des conventions internationales.

3. L'Arbitrage dans le Commerce International

L'arbitrage est une méthode privilégiée pour résoudre les litiges commerciaux internationaux. Il offre :

- Une rapidité dans le règlement des différends.
- Une neutralité par rapport aux juridictions nationales.
- Une reconnaissance internationale des sentences arbitrales grâce à des conventions comme celle de New York (1958).

L'OHADA, via son Acte Uniforme sur le Droit de l'Arbitrage et le règlement de la CCJA, renforce ce mécanisme en Afrique.

Conclusion

Le commerce international repose sur une interaction complexe entre normes nationales, communautaires, internationales et usages professionnels. L'OHADA joue un rôle majeur dans l'intégration économique africaine en garantissant une sécurité juridique et un cadre harmonisé pour les échanges internationaux. Par l'arbitrage, les entreprises bénéficient d'un instrument efficace pour résoudre leurs litiges, renforçant ainsi la confiance entre les acteurs commerciaux.
